

Nr. 5.3.1.01

**Propositions en vue de retablir en Europe de
meilleure conditions économiques (31.12.1921)**

Memorandum

Bearbeitet von: Roman Köster

Fundort: Fondazione Pirelli, Nachlass Alberto Pirelli, 102/2

Formalia:

Maschinenschriftliches Memorandum.

Regest:

Dieser Entwurf für ein europäisches Reformprojekt aus der Feder des italienischen Industriellen Alberto Pirelli gehörte zu den Vorarbeiten für die Konferenz von Genua im April 1922, an der Pirelli für sein Heimatland als Delegierter teilnahm. Chancen auf Verwirklichung hatte der Entwurf nicht, aber er bezeugt gleichwohl eine sensible Problemwahrnehmung: Auf der einen Seite war eine Form der europäischen Wirtschaftskooperation unter Einbezug Deutschlands notwendig, auf das in der internationalen Arbeitsteilung nicht verzichtet werden konnte. Auf der anderen Seite war aber sicherzustellen, dass Deutschland seine Reparationen bezahlen würde. Der Vorschlag sucht hier einen Mittelweg und zeigt, dass es im Kontext der politisch so spannungsreichen Nachkriegszeit auch prominente Stimmen gab, die eine vermittelnde Position vertraten.

[handschriftlich: Vedi verbale riunione 7.1.22 della Commissione degli affari di Russia]

PROPOSITIONS EN VUE DE RETABLIR EN EUROPE DE MEILLEURE CONDITIONS [handschriftlich: économiques]

I

L'Europe est paralysée. Son industrie est bouleversée : le commerce international est presque arrêté: la population souffre de chômage et de disette ; les moyens de transport sont désorganisés, entravant ainsi tout le mouvement commercial.

Le manque de confiance entre les nations a paralysé les efforts des individus, et les variations de la valeur des monnaies nationales tendent à réduire les échanges au troc primitif et à créer le chômage.

La reprise du commerce international et le développement de la richesse de chaque pays augmenteraient la capacité de travail productif et tendraient à soulager la misère [handschriftlich: gêne] actuelle.

Le commerce international ne pourra être rétabli que lorsque industriels et commerçants auront l'assurance que les principes économiques indispensables au développement et à la vie même des entreprises privées seront respectés en Europe Centrale et Orientale.

Les conditions fondamentales qui seules permettent la reprise des relations commerciales internationales avec l'Europe Centrale et Orientale peuvent être ainsi définies :

Les droits de propriété réels ou personnels ainsi que les droits des entreprises privées doivent être reconnus; il en résulte que sans porter atteinte à la souveraineté nationale, les dettes publiques [handschriftlich: et les engagements de l'Etat] doivent être reconnues ; il en est de même de l'obligation de remettre en possession ou d'indemniser les propriétaires dépossédés ou expropriés. Un système légal doit exister qui sanctionne et assure l'exécution des contrats commerciaux et civils.

Des moyens de change appropriés et suffisante doivent être disponibles d'une manière générale, la situation financière en[sic!] monétaire doit offrir au commerce des garanties convenables.

Il est essentiel [handschriftlich: nécessaire] pour ramener l'ancienne prospérité de l'Europe que les conditions indiquées ci-dessus soient remplies sinon le commerce et le travail ne seront rendus possibles que dans des limites très restreintes.

Une reprise du commerce serait presque impossible avec tout le pays qui se refuserait à souscrire à ces conditions et toute l'Europe en souffrirait.

Les marchés de l'Europe centrale et orientale sont essentiels à la prospérité de l'Industrie européenne. Si ces marchés ne peuvent être réorganisés, les états de l'Est et du Sud-Est de l'Europe perdront des millions d'habitants, et l'œuvre de reconstitution deviendra de plus en plus difficile ; les causes de misère et de famine dans l'Est condamneront au chômage les populations industrielles de l'Europe occidentale pour une longue période [handschriftlich: ne fonctionnent [...(?)] une longue période le complet travail des ouvrières et [...(?)] pendant cette période] durant laquelle elles se feront concurrence sur les marchés, incapables d'absorber plus d'une fraction de leur production.

Dans ces conditions, la restauration économique de l'Europe sera impossible ; l'inflation continuera ; le coût de la vie augmentera ; l'existence deviendra misérable [handschriftlich: difficile] et à l'ouest comme à l'Est de l'Europe la famine et la privation mineront les classes ouvrières et laborieuses [handschriftlich: intellectuelles] causant un immense misère qui durera jusqu'à ce que la capacité productrice de l'Europe tombe au niveau d'une capacité à consommation bien inférieure à celle de 1914 [handschriftlich: malaise générale]. Tous les peuples souffriront également de cet état de choses [handschriftlich: On ne peut oublier en effet que les pays producteurs de matières premières et [...(?)]].

[3]

La procédure qui invite à laisser chaque pays se reconstituer par ses propres moyens s'est montrée inefficace jusqu'à ce jour. Seule la [handschriftlich: franche] coopération sans réserve de toutes les nations de l'Europe et des toutes les classes de la société peut surmonter les difficultés, encourager et aider chaque pays à faire le meilleur usage de ses énergies et de ses ressources et c'est pourquoi il est proposé que les principales puissances alliées, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, la Belgique, le Japon et les Etats-Unis d'Amérique, s'ils y consentent, prennent chacune leur part de cette tâche, avec l'aide de certains pays créanciers [handschriftlich: capable de fournir un aide efficace]. Il est désirable que l'Allemagne participe à cet effort. L'Allemagne est au point de vue industriel, commercial et financier un facteur important dans l'Europe Centrale et Orientale. Elle ne doit pas seulement ce rôle important à ses ressources et à l'expérience qu'elle a acquises dans le passé et qui devront être utilisées dans l'œuvre de [handschriftlich: la] constitution.

Le problème se ramène à rétablir la confiance et l'Organisation de crédit nécessaire pour remettre en travail l'Europe Centrale et Orientale. Les Gouvernements ne peuvent pas entreprendre eux-mêmes cette tâche car sans invoquer d'autres raisons les opérations de crédit exigent des connaissances sur la situation et la solvabilité des emprunteurs éventuels, connaissances que seuls des industriels et des financiers peuvent posséder.

La situation a des conséquences qui s'étendent encore plus loin, car on ne peut oublier que les pays qui produisent des matières financières tel que l'Inde, la Chine, l'Argentine, le Brésil, s'ils ne peuvent pas le vendre à une Europe appauvrie ou pourront à leur tour acheter à l'Europe les produits fabriqués qu'elle leur a vendus jusqu'à ce jour.

Il est proposé de créer une association internationale qui sera constituée en Société commerciale. Une proportion convenable [handschriftlich: déterminée] du capital nécessaire ; fixé debout à 20,000,000 #devra être souscrite dans chaque pays participant, les titres réservés à chaque pays seront attribués tout d'abord au groupe qui aura été constitué dans ce pays, mais qui pourra [4] les revendre au public au moins en partie. Les nationaux de chaque pays auront le droit d'être représentés dans le Conseil d'Administration dans la proportion approximative de leur participation.

Il y aura pas de contrôle gouvernemental.

Un petit Comité Franco=Britannique sera constitué, en vue d'arrêter tout d'abord un projet de participation et de négocier avec les groupes dans les différents pays pour déterminer la part qu'ils prendront dans la formation de l'organisation central.

[handschriftlich: Tout en sauvegardant les droits acquis par les participants des pays adhérents]

Le premier objet de la Société sera d'entreprendre la réorganisation des transports des services des ports ainsi que l'exploitation des entreprises connexes dans les pays qui recourront à son aide dans les conditions indiquées ci-dessus.

La réorganisation des transports permettra le libre écoulement des marchandises et fera plus que toute autre mesure pour ouvrir la voie à la renaissance de l'esprit de d'entreprise chez les particuliers. Il y a, toutefois, plus encore à faire d'anciennes industries ont besoin d'être ranimées et il faut ~~leur~~ trouver de nouvelles séances d'activité[handschriftlich: nouveau moyens d'emploi pour les [...(?)]]. La Société devra, en même temps, encourager les initiatives privées desirées de se manifester dans des entreprises particulières. La participation de l'Allemagne à la Société fournira une occasion de faciliter le paiement des réparations. A cet effet, la moitié des dividendes de la part allemande serait versée à la Commission des Réparations.

Les marchés de fournitures et de travaux seront en principe attribués à chaque pays proportionnellement à sa part de capital dans la Société et ses filiales.

Il y aurait grand avantage à constituer la Société sous la loi d'un pays où le change serait stable. La Grande Bretagne paraîtrait convenir si une exemption fiscale, partielle ou totale, peut y être obtenue.

Les souscriptions aux actions devront être effectuées sur les bases d'une monnaie pour laquelle on propose la livre sterling.

[5]

Une souscription initiale de 10.000 Lst. centrale [handschriftlich: au total]par exemple devrait être faite par les pays acceptant de prendre une participation pour couvrir les frais d'études qui s'imposent au début avant que l'organisation puisse être poussée plus avant.